

COLOMBIE

Selon les prévisions, la croissance devrait s'accélérer car les projets d'infrastructures, la baisse de l'imposition sur les sociétés et la hausse des prix du pétrole stimuleront l'investissement. L'amélioration de la confiance et des conditions de financement soutiendront la consommation. La croissance s'accélégrant, le chômage diminuera. Les indicateurs sociaux progressent, mais l'activité informelle et les inégalités resteront élevées.

L'orientation accommodante de la politique monétaire est appropriée. La politique budgétaire devra rester assez prudente pour assurer une diminution progressive du déficit, conformément à la règle budgétaire. Pour stimuler la productivité, il convient de renforcer la concurrence, de simplifier les réglementations et de s'ouvrir davantage aux échanges. De nouvelles initiatives pour réduire l'emploi informel, en abaissant les coûts de main-d'œuvre non salariaux et les disparités entre les sexes, et en développant les services de garde d'enfants, rendraient la croissance plus inclusive.

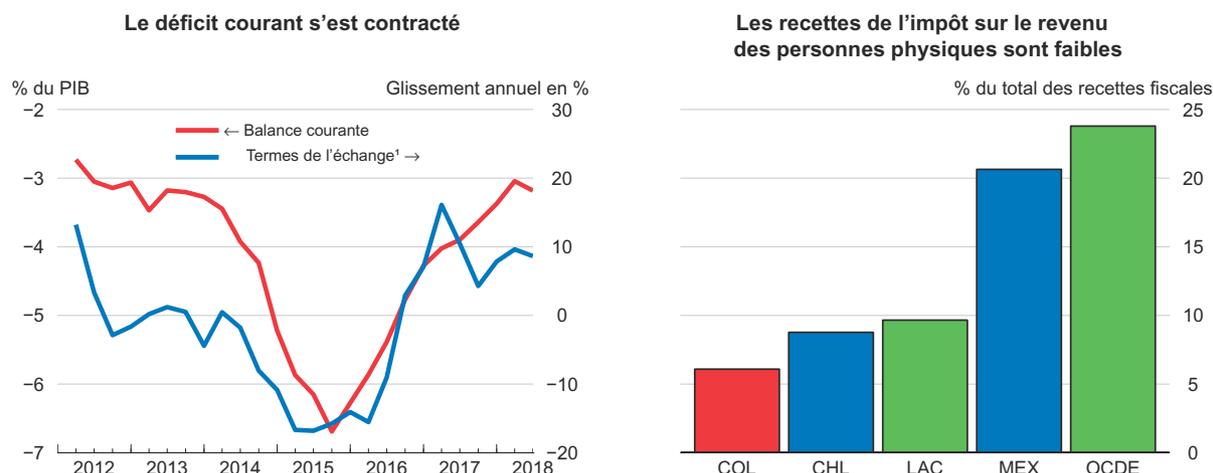
La croissance a gagné en vigueur

La croissance économique s'affermi progressivement, avec l'investissement soutenu par des taux d'intérêt bas, et la consommation s'est accélérée, le recul de l'inflation donnant un coup de pouce aux revenus réels des ménages. L'amélioration des termes de l'échange a augmenté les recettes d'exportations et contribué à réduire le déficit de la balance courante, qui est en grande partie financé par l'investissement étranger. Le taux de chômage augmente depuis peu, le marché du travail n'étant pas assez flexible pour absorber la hausse du taux d'activité.

La structure des dépenses et des recettes pourrait être plus équilibrée et gagner en efficacité, et des réformes structurelles stimuleraient la croissance à moyen terme

L'intervention rapide de la banque centrale a permis de ramener l'inflation à l'objectif de 3 %. À terme, la politique monétaire devrait rester accommodante, puis se normaliser

Colombie



1. Les termes de l'échange correspondent au ratio prix à l'exportation/prix à l'importation des biens et des services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Base de données des statistiques des recettes publiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876499>

Colombie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de COP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	804.7	2.0	1.8	2.8	3.3	3.4
Consommation privée	551.0	1.4	1.8	2.6	3.2	3.2
Consommation publique	119.2	1.8	4.0	4.9	2.7	2.5
Formation brute de capital fixe	188.1	-2.7	3.3	-0.7	4.5	4.7
Demande intérieure finale	858.3	0.5	2.4	2.3	3.3	3.4
Variation des stocks ¹	3.2	0.7	-0.6	0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	861.5	1.2	1.8	2.4	3.3	3.3
Exportations de biens et services	125.9	-1.4	-0.7	3.3	5.4	4.5
Importations de biens et services	182.8	-4.0	0.3	5.1	3.8	3.5
Exportations nettes ¹	-56.8	0.7	-0.2	-0.5	0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.3	5.5	3.9	3.4	3.6
Indice des prix à la consommation	—	7.5	4.3	3.2	3.2	3.3
IPC sous-jacent ²	—	6.5	4.9	2.9	3.1	3.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.2	9.4	9.5	9.3	9.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.3	-3.4	-3.2	-3.1	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation de base, services publics et combustibles.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877563>

progressivement à mesure que l'écart de production se résorbera. La politique budgétaire restera prudente, réduisant le déficit des administrations publiques à 1 % du PIB en 2022, conformément à la règle budgétaire. Cette stratégie permet d'instaurer un juste équilibre entre les besoins de dépenses et la nécessité de soutenir une reprise progressive et d'assurer la viabilité de la dette. Les recettes publiques réalisées sur le secteur pétrolier progresseront en 2018, mais il faudra de nouvelles mesures pour améliorer l'efficacité de la dépense publique et augmenter les recettes afin que soit respectée la règle budgétaire. Il faudra également que la structure de la fiscalité gagne en efficacité et en équité car les entreprises du secteur formel supportent une charge fiscale lourde et complexe, tandis que de particuliers acquittent l'impôt sur le revenu.

Une croissance plus forte et inclusive exige de doper la productivité au moyen de réformes structurelles qui favoriseraient également un développement régional plus équilibré. L'amélioration des routes, des ports et de la logistique douanière ainsi que l'allègement des formalités réglementaires rendraient les entreprises plus compétitives et créeraient des emplois plus rémunérateurs. Une plus grande ouverture aux échanges ferait gagner en concurrence et en productivité. Les résultats dans le domaine de l'éducation ont progressé au fil du temps, mais il existe encore une marge importante pour mieux faire correspondre les compétences aux besoins du marché du travail.

Le secteur informel a diminué ces dernières années mais dans les plus grandes villes, près de la moitié de la main-d'œuvre continue d'y travailler. Il faut donc redoubler d'efforts pour réduire l'économie informelle en abaissant encore les coûts de main-d'œuvre non salariaux, en révisant le salaire minimum pour encourager la création d'emplois et en

simplifiant les procédures d'enregistrement des sociétés et d'affiliation des salariés à la sécurité sociale. Doté d'une couverture insuffisante, le système de retraite est très inégalitaire car il bénéficie surtout aux hauts salaires du secteur formel. Il est nécessaire de le réformer en profondeur pour favoriser une croissance inclusive. L'extension du champ d'application et la revalorisation des prestations au titre du revenu minimum garanti contribueraient en particulier à réduire la pauvreté à l'âge de la vieillesse. Le développement des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants améliorerait les résultats scolaires et permettrait à davantage de femmes d'exercer une activité rémunérée.

La croissance va s'accélérer

La croissance devrait s'accélérer, soutenue par la hausse de la demande intérieure. L'investissement en constituera un déterminant essentiel, encouragé par l'augmentation des prix du pétrole et les projets d'infrastructures. Le regain de confiance et la faible inflation favoriseront la consommation. Les risques d'écart à la hausse par rapport aux prévisions tiennent à des niveaux de prix supérieurs du pétrole ou du charbon, qui stimuleraient encore plus l'investissement. Grâce à la fin du conflit armé, le secteur du tourisme peut également réserver d'éventuelles bonnes surprises. Quant aux risques à la baisse, ils tiennent à de nouveaux retards dans la réalisation des projets de grandes infrastructures, à la montée du protectionnisme dans le monde, aux incertitudes politiques régionales et la propagation de la volatilité financière dans les économies de marché émergentes. La recrudescence de l'immigration en provenance du Venezuela pourrait entraîner une augmentation des dépenses, mais pour peu qu'elle soit bien gérée, elle pourrait aussi soutenir la croissance à moyen terme.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Colombie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-12-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.